

J'ai représenté vivement à l'amirauté qu'on avait retiré du service de l'Atlantique du nord une plus grande proportion de navires qu'on ne l'avait fait pour aucun autre service. C'était la raison pour laquelle les navires qui font la navigation de l'Atlantique du nord convenaient mieux aux fins de l'Amirauté. D'où il suit que nous avons accompli tout ce que nous pouvions faire, à ce point de vue. Le Gouvernement s'est avancé plus loin par l'intermédiaire de mon collègue l'honorable ministre de l'Industrie et du Commerce (sir George Foster).

Celui-ci fournira plus tard à la Chambre les renseignements utiles sur ce point. Il va sans dire que toute la situation relève des besoins urgents du Bureau de la guerre et de l'amirauté. Si nous voulons pour suivre cette guerre avec succès, il est nécessaire que l'on transporte des corps d'armée considérables et qu'on fournisse à ces derniers d'amples approvisionnements de toute nature. Ainsi donc dans toutes les représentations faites par le Canada nous devons tenir compte de ces considérations primordiales sans lesquels il deviendrait impossible de mener la guerre à bonne fin. On a aussi débattu la question du transport transpacifique et j'espère qu'on a avancé la solution de ce problème.

J'ai encore étudié avec le gouvernement l'achat des chevaux et la création de dépôts de remonte canadienne en Angleterre. A ce sujet, et après avoir envisagé la question sur toutes ses faces, nous en sommes arrivés à la conclusion que ce serait pour le Gouvernement canadien gaspiller de l'argent que d'établir des dépôts de remonte dans le Royaume-Uni ou en France. En conséquence, nous nous servons des dépôts de remonte anglais qui sont parfaitement organisés. Pourtant, nous avons été un peu plus loin d'après l'avis de mon honorable ami le ministre de la Milice et de la Défense (sir Sam Hughes)—Ce dernier nous a dit qu'il ne voyait pas de raison qui empêchât la commission de la remonte anglaise d'acheter tous les chevaux requis pour les forces alliées dans le théâtre occidental de la guerre, les forces canadiennes comprises. Nous avons donc fait en sorte que la commission de remonte anglaise devait acheter tous les chevaux requis pour les troupes canadiennes et les revendre au prix coûtant, au fur et à mesure des besoins.

Nous avons également discuté avec la commission de remonte anglaise l'achat de chevaux, au Canada, par le gouvernement français. Après des débats considérables

et un échange de correspondance, les autorités anglaises ont finalement consenti à ce que l'entente qui avait empêché le gouvernement français d'acheter des chevaux au Canada pris fin; c'est pour cela que depuis le mois d'août dernier le gouvernement français a eu ses coudées franches pour acheter au Canada; j'espère qu'il prendra des mesures pour faire des achats en notre pays, spécialement dans l'Ouest où, je crois, l'on trouve un type de chevaux qui rencontre pleinement les besoins du gouvernement français.

Il est d'autres sujets, mais pour le moment je n'ai pas besoin d'en dire plus long au sujet des conventions arrêtées entre le Gouvernement du Canada et celui de la Grande-Bretagne, au cours de la visite de l'honorable ministre de la Milice et de la Défense (sir Sam Hughes) et celle que j'ai faite moi-même en Angleterre.

Il m'appartient et c'est mon devoir de parler de l'esprit que j'ai trouvé en France et en Angleterre. L'esprit de la France est grave, patient, confiant en soi-même et déterminé. Nulle grande nation qu'anime un tel sentiment ne peut disparaître. Tous les hommes de la France sont sous les drapeaux; chacun accompli la tâche qui lui est assignée et toutes les conditions sociales, richesse, naissance et le reste sont confondues dans un même esprit et une même volonté. Pour donner à la Chambre un exemple de ce que cette guerre signifie pour le peuple français et pour faire voir combien chacun remplit le devoir qui lui est assigné, je rappellerai que le chauffeur militaire mis à la disposition de l'officier de liaison, au quartier-général du général Joffre, était un personnage important puisque son père est ambassadeur de France auprès d'un des principaux gouvernements européens. Ce jeune homme a rempli sa fonction de chauffeur au meilleur de ses aptitudes et comme fonction de devoir.

Le passage des Allemands en France n'a laissé partout que ruine et désolation. J'ai vu la ville d'Albert et pas une seule maison aucun édifice, nulle construction, d'une extrémité à l'autre de la ville, qui portât encore son toit—tableau parfait de la désolation—J'ai passé par Senlis qui ne se trouve qu'à environ 7 milles de Chantilly. Cette ville est, aujourd'hui, désolée et presque entièrement détruite.

Les honorables membres de cette Chambre se rappelleront que lorsque les Allemands ont passé par Senlis, il y a plus d'un an, ils ont exécuté le maire et, je crois, dix-sept citoyens, parcequ'ils avaient essuyé quel-